



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/1

Mise à disposition de la salle de la Poudrière au profit de l'Unité Ecosystèmes Estuariens de l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122.22 alinéa 5,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,
Vu la demande de l'Unité Ecosystèmes Estuariens de l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (I.R.S.T.E.A.) de pouvoir utiliser la salle de la Poudrière pour organiser une réunion.

DECIDE

Article 1^{er} : De signer une convention de mise à disposition de la salle de la Poudrière, avec l'Unité Ecosystèmes Estuariens de l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture représentée par son Directeur Eric ROCHARD et dont le siège est 50, avenue de Verdun à GAZINET (33612 CESTAS) ceci afin d'y organiser une réunion.

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit pour le 21 janvier 2016.

Article 3 : l'Unité Ecosystèmes Estuariens de l'Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture s'assurera contre les risques dont elle doit répondre en sa qualité d'occupante.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 05/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 07/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24575-AU-1-1

Par délégation du Maire,
Le 1^{er} Adjoint





Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/2

Mise à disposition de la salle 1 de la Maison des Sociétés au profit de l'association "Unis-Cité Bordeaux Gironde"

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122.22 alinéa 5,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,
Vu la nécessité pour l'association "Unis-Cité Bordeaux Gironde" de pouvoir utiliser la salle 1 de la Maison des Sociétés, afin d'y organiser des réunions.

DECIDE

Article 1^{er} : De signer une convention de mise à disposition de la salle 1 de la Maison des Sociétés sise rue du Bastion Saint Romain dans la Citadelle, avec l'association "Unis-Cité Bordeaux Gironde" représentée par sa Directrice de zone Aquitaine Poitou-Charentes et dont le siège est 5 bis, rue de la Tour de Gassies à Bordeaux (33000), ceci afin d'y organiser des réunions.

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit du 11 janvier au 4 juillet 2016.

Article 3 : L'association "Unis-Cité Bordeaux Gironde" s'assurera contre les risques dont elle doit répondre en sa qualité d'occupante.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de BLAYE
- aux intéressés

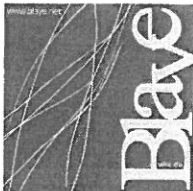
et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 07/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24646-AU-1-1

Par délégation du Maire
Le 1^{er} Adjoint(e),

Monsieur François RIMARK



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/3

Relative à la passation de marchés publics de fournitures
Fournitures pour le Centre Technique Municipal

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 alinéa 4,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,

Vu le montant des prestations et les crédits ouverts au budget,

DECIDE

Article 1er : De passer des marchés publics pour l'acquisition de fournitures pour le Centre Technique Municipal.

Article 2 : il s'agit de marchés à bons de commande :

- Lot n° 1 : électricité : Société REXEL domiciliée 675, avenue de l'Europe 33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC : montant minimum 1 666 € HT et montant maximum 16 667 € HT
- Lot n° 2 : plomberie : Société LEGALLAIS domiciliée TSA 70004 14907 CAEN cedex 9 : montant minimum 833 € HT et montant maximum 6 667 € HT
- Lot n° 4 : peinture : Société UNIKALO CHARENTE domiciliée ZI de l'Hippodrome 33700 MERIGNAC : montant minimum 1 667 € HT et montant maximum 8 333 € HT
- Lot n° 5 : outillage : Société LEGALLAIS domiciliée TSA 70004 14907 CAEN cedex 9 : montant minimum 833 € HT et montant maximum 6 250 € HT
- Lot n° 6 : quincaillerie : Société LEGALLAIS domiciliée TSA 70004 14907 CAEN cedex 9 : montant minimum 4 167 € HT et montant maximum 16 667 € HT.

Article 3 : Les crédits nécessaires au paiement des prestations seront prélevés au budget principal M14 et budget annexe Camping : Chapitre 21 articles 2188, 2158, 21578 et 2151 - Chapitre 011 articles 6068, 60631, 60632 et 60633.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous Préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 11/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 11/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24745-AU-1-1

Par délégation du Maire,
Le 1er Adjointe,

Monsieur François RIMARK



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/4

Mise à disposition du Couvent des Minimes au profit du lycée Jaufré Rudel

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122.22 alinéa 5,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,
Vu la nécessité pour le Lycée Jaufré Rudel de pouvoir utiliser le Couvent des Minimes pour y organiser une représentation théâtrale.

DECIDE

Article 1^{er} : De signer une convention de mise à disposition du Couvent des Minimes avec le lycée Jaufré Rudel, sis 2, rue Urbain Chasseloup à Blaye (33390) et représenté par son Proviseur, Monsieur François-Olivier JOYET.

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit pour le 1^{er} février 2016.

Article 3 : Le Lycée Jaufré Rudel s'assurera contre les risques dont il doit répondre en sa qualité d'occupant.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 12/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 14/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24753-AU-1-1

Par délégation du Maire,
Le 1^{er} Adjoint(e)

Monsieur Francis RIMARK



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/5

Relative à la demande de subvention auprès de la DRAC
dans le cadre de l'élaboration d'une AVAP

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22 alinéa 4,
Vu la délibération du Conseil Municipal de Blaye en date du 15 avril 2014 accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122-22 du code précité,
Vu la délibération du Conseil Municipal de Blaye en date du 03 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,
Vu l'avenant n° 4 portant sur les études complémentaires résultant de la décision de la Commission Régionale du Patrimoine et des Sites (CRPS) de demander l'intégration de la zone portuaire dans le périmètre de l'AVAP du Verrou de l'Estuaire ;
Considérant qu'une demande de subvention peut être demandée auprès de la DRAC ;

DECIDE

Article 1er : de solliciter une subvention auprès de la DRAC pour les études complémentaires résultant de la décision de la CRPS pour un montant de 2 512,00 €.

Article 2 : le plan de financement de cette prestation est le suivant :

LIBELLE	Montant H.T.	Montant TTC
Montant de l'opération	3 140,00 €	3 768,00 €
Part de l'Etat 80 % soit une subvention	2 512 00 €	

Le montant de la participation de la collectivité, y compris la T.V.A., est de 1 256,00 €.

Article 3 : la recette sera encaissée au budget principal 2016 chapitre 13, article 1311.

Article 4 : la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de Blaye est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous – Préfet de Blaye.
- Aux intéressés.

Et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 12/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 14/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24856-AU-1-1

Par délégation du Maire,
Le 1er Adjoint(e)

Monsieur Francis RIMARD





Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/6

Relative à la passation d'un marché public de fournitures
Impression de support de communication : le magazine municipal

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 alinéa 4,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,

Vu le montant des prestations et les crédits ouverts au budget,

DECIDE

Article 1er : De passer un marché public de fournitures l'impression de support de communication : le magazine municipal avec la société KORUS Imprimerie 39, rue de Bréteil BP 70107 33326 EYSINES cedex.

Article 2 : il s'agit d'un marché à bons de commande : quantité minimum : 5 magazines 8 pages – quantité maximum : 5 magazines 12 pages.

Article 3 : Les crédits nécessaires au paiement des prestations seront prélevés au budget principal 2016 : chapitre 011 - articles 6236 - 6237.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous Préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 19/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24879-AU-1-1

Par délégation du Maire
Le 1er Adjoint
Monsieur Francis RUAFF
33390 (allonge)



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/7

Relative à la passation de marchés publics de fournitures
Fourniture de vêtements de travail, de chaussures et d'EPI pour le Centre Technique Municipal

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 alinéa 4,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,

Vu le montant des prestations et les crédits ouverts au budget,

DECIDE

Article 1er : De passer des marchés publics pour la fourniture de vêtements de travail, de chaussures et d'EPI pour le Centre Technique Municipal.

Article 2 : Il s'agit de marchés à bons de commande :

- Lot n° 1 : vêtements de travail : société LIGNE T domiciliée 33, avenue de Paris Immeuble JAD 33310 LORMONT - montant minimum 4 200 € HT montant maximum 17 700 € HT.
- Lot n° 2 : chaussures de sécurité : société LIGNE T domiciliée 33, avenue de Paris Immeuble JAD 33310 LORMONT - montant minimum 840 € HT montant maximum 4 200 € HT.

Article 3 : Les crédits nécessaires au paiement des prestations seront prélevés au budget principal 2016 : chapitre 011 - article 60636

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous Préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 19/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 20/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24882-AU-1-1





Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/8

Mise à disposition de la salle E10 du Couvent des Minimes et des salles mutualisées de l'ancien Tribunal au profit de l'association « Blaye Passionnement »

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122.22 alinéa 5,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,

Vu la nécessité pour l'association "Blaye passionnement" de pouvoir utiliser la salle E10 du Couvent des Minimes et les salles mutualisées de l'ancien Tribunal, afin d'y organiser des réunions ;

DECIDE

Article 1^{er} : De signer une convention de mise à disposition de la salle E10 du Couvent des Minimes et des salles mutualisées de l'ancien Tribunal, avec l'association "Blaye passionnement" représentée par sa Présidente Nadine QUÉRAL et dont le siège est actuellement 8, le Millésime, avenue Jean BOUSSARD à BLAYE (33390), ceci afin d'y organiser des réunions.

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit comme suit :

- Du 1^{er} février au 31 décembre 2016 pour les salles mutualisées de l'ancien Tribunal.
- Le 12 février 2016 pour la salle E10 du Couvent des Minimes.

Article 3 : L'association "Blaye passionnement" s'assurera contre les risques dont elle doit répondre en sa qualité d'occupante.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

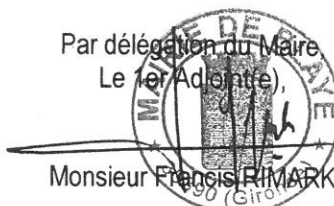
Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de BLAYE
- aux intéressés

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 25/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 28/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24920-AU-1-1

Par délégation du Maire
Le 1^{er} Adjointe,

Monsieur Francis RIMARK



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/9

Mise à disposition de plusieurs salles municipales au profit de l'association Zinzoline

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122.22 alinéa 5,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,

Vu la nécessité pour l'association Zinzoline de pouvoir utiliser plusieurs salles municipales, afin de pouvoir organiser une manifestation culturelle,

DECIDE

Article 1^{er} : De signer une convention de mise à disposition des salles citées à l'article 2, avec l'association Zinzoline, représentée par son Président Alain COTTEN et dont le siège est 21, Vrillant à Anglade (33390), afin d'y organiser une manifestation culturelle sur le thème « Rencontres d'art et de littérature, Zinzoline s'expose ».

Article 2 : La convention est conclue à titre gratuit pour les dates suivantes :

- Chapelle, Narthex, salles E10 et R4 du Couvent des Minimes : du 25 au 29 février 2016
- Salle 1 des Sociétés : du 26 au 28 février 2016
- Salle 4 des Sociétés : les 27 et 28 février 2016

Article 3 : L'association Zinzoline s'assurera contre les risques dont elle doit répondre en sa qualité d'occupante.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de BLAYE
- aux intéressés

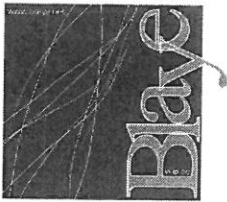
et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 25/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 28/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-24922-AU-1-1

Par délégation du Maire,
Le 1^{er} Adjointe,

Monsieur Francis BILMARK



Mairie de Blaye

DECISION N° D/2016/10

Relative à un contrat pour animer des rencontres avec les élèves de la classe de CE1-CE2 de l'école Pierre Malbeteau

Le Maire de BLAYE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 alinéa 4,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 15 avril 2014, accordant délégation de pouvoir au maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122.22 du code précité,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014

Vu le montant des prestations et les crédits prévus au budget,

DECIDE

Article 1er : De passer un contrat avec Madame Alexandrine RANCINAIS, 1 cosson 33920 CIVRAC pour assurer des rencontres avec les élèves de la classe de CE1-CE2 de l'école Pierre Malbeteau les 28 et 29 janvier 2016.

Article 2 : La prestation est d'un montant de 758,25 € toutes charges comprises répartie comme suit :

- Prestations 680,18 €
- Charges sociales (AGESSA) : 78,07 €.

Article 3 : Les crédits nécessaires au paiement des prestations seront prélevés à l'article 6233, chapitre 11 du budget M 14 de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

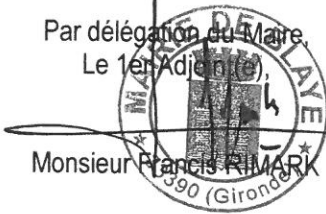
Article 5 : Monsieur le Maire de la ville de BLAYE est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous Préfet de BLAYE
- à l'intéressée

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 27/01/2016.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 28/01/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20160102-25408-AU-1-1

Par délégation du Maire,
Le 1er Adjoint (e),

Monsieur Francis RIMARK